

Voici le treizième numéro du bulletin d'informations internationales de l'Union syndicale Solidaires. Sa diffusion aux adhérent-e-s est de la responsabilité des structures membres, qui peuvent le reproduire, le glisser dans leurs journaux, bulletins, etc., en reprendre des articles...

## Solidarité avec la Palestine.

Ci-après un texte de Raed, notre camarade paysan de la région d'Hébron, **militant du Comité de défense de la terre et de Kav'La'Oved**, association qui tente d'organiser la défense des travailleurs palestiniens dans les colonies israéliennes de Cisjordanie (voir l'article sur ce sujet dans la revue *Internationale de Solidaires* consacrée à la Palestine).

Ce texte concerne la coopérative de production de jus de raisin qu'il a créée avec d'autres producteurs, pour contrer les pratiques récurrentes de l'armée d'occupation de faire perdre leur production aux Palestiniens (interdiction de circuler pour les camions qui transportent le raisin vers les lieux de vente, blocage des containers dans les ports israéliens jusqu'à pourrissement des fruits, etc.)

La coopérative Al Sanabel lance un appel à souscription pour financer à l'avance le conditionnement de bouteilles de jus de raisin, qui seraient livrées ultérieurement. Contactez la commission internationale de Solidaires si vous souhaitez participer à cette solidarité.

La coopérative Al Sanabel est née en 2006 avec l'objectif d'aider les paysans palestiniens de la Région d'Hébron à commercialiser leurs fruits, spécialement le raisin de table.

En effet, la région est connue comme la première productrice de raisin en Palestine depuis des milliers d'années. L'idée de la coopérative est née suite à une catastrophe en 2006, quand l'armée d'occupation Israélienne a bloqué toutes les villes et les villages palestiniens et a empêché la circulation des hommes et des marchandises. La récolte de cette année-là a été perdue à environ 65%. En 2007, première production de la Coopérative : une petite quantité a été vendue pendant une exposition à Halhul, que les gens sont venus admirer.



### ... La coopérative a fait un grand pas :

- ⇒ nous avons un système de gestion et de comptabilité contrôlé par l'autorité palestinienne.
- ⇒ Le conseil d'administration de la coopérative est élu tous les deux ans.
- ⇒ La coopérative a un comité de commercialisation.
- ⇒ Nos produits rencontrent beaucoup de succès, en particulier grâce à la dernière exposition.

### Le chemin est encore très long. La coopérative a quelques objectifs à réaliser :

- ⇒ diminuer la quantité de raisin mise sur le marché en produisant du jus de raisin. Notre projet est de presser 40 % des raisins de la région
- ⇒ Mettre fin aux spéculations des marchands israéliens qui décident chaque année du prix de vente du raisin, et achètent plus de 60% de notre production pour faire du vin. En août 2008, ils avaient décidé d'acheter le kg à 40 centimes d'euro, et en septembre de la même année, ils ont baissé le prix à 14 centimes !
- ⇒ Unir les paysans de la région, comme nous avons déjà commencé à le faire. Quand les acheteurs israéliens ont baissé le prix en 2008, la coopérative a déclaré la grève et pendant une semaine les paysans ont refusé de vendre aux Israéliens jusqu'à ce qu'ils négocient le prix avec les représentants de la coopérative, qui ont réussi à remonter le prix à 26 centimes.

**Quoi faire ?** Nous avons le projet de **construire un local** pour pouvoir travailler en respectant les normes de productions de l'agro-alimentaire. Nous avons également le projet **d'augmenter la capacité** des machines à 90 tonnes / jour.

**Nous avons besoin de votre aide.** La coopérative vous propose de vous vendre deux bouteilles (ou plus) de très bon jus de raisin palestinien, au prix de 2 euros la bouteille, dont vous aurez livraison dans deux ans. Nous proposons aux associations, organisations et autres de participer au financement. En aidant cette coopérative, vous allez aider quelques dizaines de milliers de Palestiniens à résister à la colonisation, et vous les aidez à protéger leurs terres de la confiscation par l'armée ou les colons israéliens.

## Burkina Faso : grève victorieuse des enseignants-chercheurs.

Nous reprenons ici un communiqué de la fédération des syndicats SUD Etudiant, intitulé « *Au Burkina Faso comme en France, la grève paye !* »

Le 8 avril, à l'appel du SYNADEC, le syndicat national autonome des enseignants-chercheurs, une grève s'est déclenché pour obtenir entre autre une amélioration de leurs conditions de travail, obtenir la liquidation de dette sociale des universités et des revalorisations de salaire. **Après plus de trois mois de grève**, et ce malgré les menaces et tensions entretenues par le gouvernement, les grévistes ont décidé le 13 juillet d'arrêter leur mouvement. Menaces de licenciements, retrait des grévistes des listes des jurys du baccalauréat, coupures de salaires n'avaient pas réussi à faire plier un mouvement unitaire qui touchait l'ensemble des établissements du supérieur.

Après de nombreuses avancées et devant l'intransigeance du gouvernement sur certains points de revendications, les enseignants-chercheurs réunis en assemblées générales ont décidé de la reprise du travail et réclament désormais l'arrêt des sanctions contre leurs camarades. **Leur grève a permis la création de nombreuses indemnités**, qui touche l'ensemble du corps enseignant, du professeur au maître assistant, tout comme l'instauration d'une commission de réflexion sur le statut d'enseignant-chercheur.

A l'heure où les réformes s'accroissent en Europe dans l'enseignement supérieur et la recherche, nous n'oublions pas que les mêmes processus de précarisation et de privatisation se mettent en place, partout dans le monde. **Nous sommes solidaires de nos camarades, chercheurs, enseignant-e-s, étudiant-e-s et personnels, qui souvent dans des conditions dangereuses, mènent la lutte pour un enseignement public de qualité, gratuit et ouvert à tou-te-s !**

## Kanaky : pour la libération immédiate des syndicalistes !

Le 29 juin à Nouméa, vingt huit militants de l'USTKE (Union des syndicats des travailleurs kanaks et des exploités) ont été condamnés à des peines de prison. Pour six d'entre eux, un mandat de dépôt a été prononcé à l'audience, ils sont depuis incarcérés au Camp Est, une prison déjà surpeuplée. C'est la direction du syndicat qui est visée par ce jugement dont le président Gérard Jodar (un an ferme) et le secrétaire général de la fédération du bâtiment Michel Safoka (un an ferme également).

Le motif officiel de la condamnation est « *entrave à la circulation d'un aéronef* » : le jeudi 28 mai, une journée de mobilisation était organisée par l'USTKE, au cours du rassemblement devant l'aérodrome de Nouméa de soutien aux salariés d'Air Calédonie en lutte depuis 2 mois contre un licenciement abusif, les gendarmes mobiles et le GIPN sont intervenus violemment repoussant les syndicalistes sur le tarmac. Vingt huit militants se sont réfugiés dans un avion vide pour se protéger de la pluie de gaz lacrymogène. A l'heure de l'intervention aucun avion ne circulait et c'est l'intervention policière qui a désorganisé le trafic par la suite.

Le verdict rendu est un verdict politique contre le syndicat indépendantiste. Le pouvoir cherche à museler la première organisation du territoire qui défend les droits de tous les travailleurs, qu'ils soient kanaks ou d'autres origines. Dans cette lointaine colonie où les prud'hommes n'existent pas, les salariés sont souvent amenés à mener des conflits longs pour faire valoir leurs droits face à un patronat arrogant qui bafoue leur dignité. **Nous refusons la criminalisation croissante de l'action syndicale et l'emprisonnement de syndicalistes. Nous exigeons la libération immédiate des militants de l'USTKE !**



Le 25 août, a lieu en Nouvelle-Calédonie le procès en appel des militants de l'USTKE condamnés à un an de prison ferme et emprisonnés depuis le 29 juin. Ces condamnations sont injustifiables et marquent la dérive de la justice française dans cette colonie. Au moment où se déroulera ce procès à Nouméa, **le collectif Solidarité Kanaky appelle à un nouveau rassemblement à Paris, lundi 24 août :**

- ⇒ Pour protester contre la criminalisation de l'action syndicale dont fait l'objet l'USTKE.
- ⇒ Pour réclamer la libération immédiate des syndicalistes et le libre exercice du droit syndical en Kanaky.

[www.solidaritekanaky.org](http://www.solidaritekanaky.org) [www.ustke.org/syndicat](http://www.ustke.org/syndicat)

## Palestine : débat au Bureau national de septembre.

Les organisations de Solidaires ont reçu un texte préparatoire au débat portant sur l'implication de l'Union syndicale Solidaires dans la **campagne unitaire de Boycott Désinvestissement et Sanction (BDS)** vis-à-vis de l'Etat israélien. Déjà, plusieurs fédérations de Solidaires soutiennent cette initiative : SUD Education, SUD Etudiant, SUD Recherche EPST, SUD Santé Sociaux, ... le Bureau national du 3 septembre décidera de la signature ou non de notre Union.

## Sénégal et Mali : licenciements annulés à Transrail !

Les camarades du syndicat SYTRAIL du Mali, nous informent que la résistance des cheminots maliens et sénégalais et la campagne internationale de solidarité ont permis de gagner l'annulation des licenciements qui avaient été signifiés à nombre de cheminots, uniquement pour grossir encore plus les bénéfices d'entreprises privées.

Nos camarades remercient notamment Solidaires « *Merci (Albarka en Dioula), vous avez soutenu une cause noble, vous avez sauvé des familles, vous avez redonné espoir aux cheminots* » et n'oublient pas toutes celles et tout ceux qui « *sont licencié-e-s arbitrairement, partout dans le monde* »...

## Afriques 21 : bientôt le numéro 2 ...

Cette revue est réalisée en commun par le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde, l'UD 91 de la CNT, l'Union syndicale Solidaires, Afriques en lutte, Génocide Made in France, Organisation d'appui à la démocratie et au développement local.

Le numéro 2 sort en septembre, et contient des articles sur les Comores, le Sénégal, Madagascar, le Niger, le Congo, l'Égypte, le Maroc, le Mali, l'immigration, la santé, ...

**Abonnez-vous !**



[www.afriques21.org](http://www.afriques21.org)

## Iran : appel du syndicat libre des ouvriers.

48 jours (*l'appel date du 29 juin 2009*) ont passé depuis l'attaque sur la manifestation du premier mai au parc Laleh et l'arrestation de travailleurs qui y participaient. Des événements importants sont arrivés entre temps, qui ont causés des mouvements sociaux immenses et impressionnants à l'échelle nationale.

Dans les débats télévisés, les candidats aux présidentielles se sont accusés mutuellement d'illégalités, de corruption, de vols, d'incapacités à diriger, d'insuffisances en tout genre. Mais aucun d'entre eux n'a protesté contre les lois qui ont imposés de telles catastrophes à la population. **Aucun d'entre eux n'a protesté contre les lois qui privent les travailleurs du droit de grève, contre les lois qui légitiment des salaires au quart du seuil minimum de pauvreté, contre les lois qui interdisent aux travailleurs de s'organiser. Aucun des candidats n'a protesté contre les lois qui légitiment les licenciements massifs, contre les lois qui autorisent des contrats blancs d'un mois pour les travailleurs. Aucun des candidats n'a parlé de la liberté d'expression, de la liberté d'habillement, des centaines de pratiques inhumaines qui dirigent cette société.** Même quand, parfois, certains candidats ont évoqué ces problèmes, c'était pour monter qu'ils étaient celui qui a pris la plus grande part à la mise en application de ces lois. Dans tous les débats, les candidats ont prouvés qu'ils soutenaient les lois et la situation existante, qu'ils ne se battaient que pour le pouvoir.

Dans ces conditions, alors qu'un mouvement massif de la population entre en scène et clame ses revendications, nous, travailleurs, nous réclavons le droit de lever le drapeau de notre classe et de revendiquer :

1. Un  **salaire minimum**  supérieur à 1.000.000 de Touman par mois (1 000 euros).
2. **Abolition immédiate des contrats de travail temporaire** et des nouveaux contrats de travail.
3. **Abolition des Conseils islamique du travail et des Maisons ouvrières, qui sont des organisations gouvernementales** dans les usines et sur les lieux de travail. **Création de conseils ouvriers** et d'autres organisations ouvrières indépendantes de l'état.
4.  **Paiement immédiate et inconditionnel des salaires en retard.**
5.  **Arrêt des licenciements**  et allocation suffisante pour les travailleurs au chômage.
6.  **Libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques,**  y compris les travailleurs emprisonnés qui ont été arrêtés lors du premier mai. Fin des persécutions et des intimidations contre les travailleurs et les meneurs ouvriers.
7.  **Liberté de grève, liberté de manifestation, liberté d'assemblée, liberté d'expression et de parole**  sont nos droits imprescriptibles.
8.  **Abolition de la discrimination sexuelle, du travail des enfants, des licenciements de travailleurs immigrés.**

A tous les travailleurs ! Aujourd'hui, nous avons le devoir d'exprimer nos revendications indépendamment et de nous servir de notre solidarité pour nous mobiliser nous-mêmes pour nos droits humains, ensemble avec les autres couches de la société.

## Argentine : Zanon appartient aux travailleurs/ses !

*Ce qui suit est la traduction d'un communiqué (extraits) des ouvrières et ouvriers de Zanon, qui mènent une lutte et une expérience autogestionnaire depuis des années ...*

**Après 9 ans de lutte, nous avons réussi à arracher l'expropriation définitive de notre usine. Ce chemin parcouru par les ouvrières et ouvriers de Zanon n'aurait pas été possible sans avoir auparavant repris à la bureaucratie syndicale notre représentation professionnelle.** D'abord, en 1998, nous avons récupéré notre commission interne pour lutter contre les licenciements, les mauvais traitements, les humiliations, et pour les conditions de sécurité et d'hygiène, contre la polyvalence, pour nos salaires, etc., mais surtout pour instaurer une nouvelle façon de travailler : **la démocratie directe, et ensuite, en 2000, reprendre notre syndicat et le mettre au service des travailleurs.**

Au cours de ces presque neuf ans, il est passé beaucoup d'eau sous les ponts. Nous attachons un grand prix au soutien que nous avons reçu au cours de ces années de lutte ... Jusqu'à la solidarité au niveau national et international de *compañeros* que nous n'avons jamais rencontrés, et qui, au courant de notre lutte, nous envoyaient des fonds de grève pour résister. Nous avons appris aussi à être solidaires d'autres travailleurs en créant une Caisse de Grève permanente, nous avons mis en avant que la coordination est fondamentale pour le triomphe des luttes ouvrières...

... Dès le début, nous avons ouvert l'usine à la communauté, en recevant des milliers d'enfants et d'adultes pour qu'ils connaissent notre expérience de lutte. Nous avons consolidé l'unité ouvriers-étudiants, tant avec les jeunes du secondaire qu'avec les *compañeros* universitaires, et cela a son expression dans l'accord-cadre de collaboration avec l'Université...

**... Notre lutte a toujours été fondée sur la pratique de la lutte des classes, en désignant les gouvernements, le patronat et les bureaucraties syndicales comme l'ennemi des travailleurs. Cette expérience que nous avons construite au long de ces années, et avec l'énorme consensus dont jouit notre lutte dans la province, au niveau national et international, nous a permis de forcer la volonté politique du Gouvernement Provincial du MPN, et ils ont dû lancer et voter le projet de loi d'expropriation.**

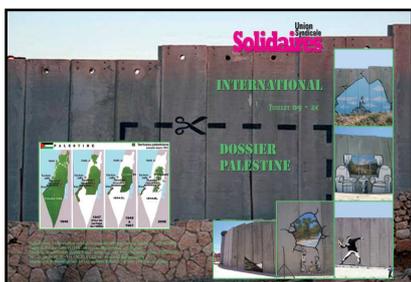
Nous considérons que cette conquête arrachée par l'ensemble de la classe travailleuse a une valeur énorme, que ce gouvernement qui aujourd'hui vote pour l'expropriation de Zanon sous gestion ouvrière est le même qui a assassiné Teresa Rodríguez, le même qui nous a réprimés, nous ouvrières et ouvriers de Zanon à la fin 2001 et qui a voulu nous expulser 5 fois, le même qui a tiré sur notre *compañero* céramiste Pepe Alveal et lui a fait perdre un œil lors de la répression du quartier San Lorenzo, le même qui nous a assassiné le *compañero* Carlos Fuentealba, et le même qui aujourd'hui nous parle de paix sociale quand, dans ces moments de crise économique mondiale, les patrons et leurs gouvernements nous déclarent la guerre à coups de licenciements, de salaires de famine, d'augmentations des tarifs publics, etc.

Les écoles et les hôpitaux sont vidés, et les seuls travaux publics dont on parle sont la construction de prisons pour enfermer nos jeunes, tandis que tous les jours des familles meurent dans l'incendie de leurs précaires baraques lors d'expulsions. **C'est pourquoi malgré l'énorme conquête que nous venons d'obtenir, dans un contexte de crise économique internationale, en arrachant l'expropriation à ce gouvernement, qui plus est dans le cadre de la gestion ouvrière de Zanon et du Syndicat des Céramistes de Neuquén, nous sommes convaincus que notre lutte n'est pas terminée car, comme au premier jour, nous considérons qu'il n'y a pas de salut individuel mais seulement celui de l'ensemble de la classe travailleuse.**

***Compañeras* et *compañeros*, à toutes celles et tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre ont été partie prenante et ont apporté leur pierre à l'édifice : partageons la joie de ce grand moment !**

**Aux *compañeros* qui nous regardent encore avec incrédulité, peut-être craintifs, peut-être sceptiques : nous vous invitons à faire partie de cette grande histoire qui consiste ni plus ni moins à apporter sa pierre à la transformation de la réalité et reprendre le rêve de nos 30 mille *compañeros* (allusions aux 30.000 disparus sous la dictature militaire) : une société sans exploités ni exploités !!**

## La revue internationale Solidaires.



Le numéro 5 de la revue internationale Solidaires a paru. Il contient un **dossier sur la Palestine** : l'histoire et la géographie - Qu'est-ce qu'être "Palestinien" ? - Partis et organisations politiques - La défense des droits des travailleurs - Témoignages - Le devoir de solidarité internationale - Quelques aspects de la culture palestinienne.

**A commander rapidement par les Solidaires locaux et fédérations/syndicats nationaux** qui ne l'auraient pas encore fait. Des exemplaires des quatre premiers numéros sont encore disponibles.

La prochaine réunion de la **commission internationale Solidaires** aura lieu le **vendredi 4 septembre après midi**, dans les locaux nationaux de l'Union.